



Déclarations et Discours

N° 85/5

ORGANISATION ET GESTION DES RELATIONS DU CANADA AVEC LES ÉTATS-UNIS

Notes pour une allocution du Très Honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant les membres de l'Institut de recherches politiques, à Ottawa, le 24 mars 1985.

Au Canada, il est rare que nos universitaires participent à des réunions du genre et échangent des vues avec des représentants du gouvernement sur ce que pourraient être les politiques officielles de demain. Je sais que c'est là une pratique courante aux États-Unis, au point qu'il est parfois difficile pour l'observateur de l'extérieur de déterminer où s'arrête l'action gouvernementale et où commence celle des milieux universitaires. J'ose espérer que nous, Canadiens, prendrons un peu plus goût à cette activité que pratiquent nos voisins.

En organisant des conférences comme celle-ci, l'Institut apporte une contribution importante à la qualité du débat sur la politique publique au Canada. Dans des sociétés démocratiques, il n'est d'objectif plus noble que celui d'encourager la participation tant au fonctionnement du système politique qu'à la formulation des politiques. Au Canada, le problème diffère de celui qui se pose aux États-Unis : chez nos voisins, la participation au système électoral est anormalement faible; en revanche, la participation de tous les milieux de la société au processus d'élaboration de la politique est anormalement élevée.

Au Canada, la situation est inverse : la participation aux élections est élevée tandis que la participation à l'élaboration des politiques tend à être beaucoup plus restreinte. Durant la dernière campagne électorale, nous avons tout particulièrement promis d'élargir le processus de consultation. Selon nous, le fait que des régions entières, des cultures et des entités économiques, comme les syndicats, ont eu le sentiment de n'avoir aucune influence véritable sur la politique publique a contribué dans une large mesure à miner l'unité au Canada. On sait à quel point les nationalistes québécois ont l'impression d'être exclus d'un processus fédéral jugé centralisateur. Dans ma région, le Programme énergétique national a laissé des séquelles non pas tant par les mesures qu'il prévoit, puisque celles-ci peuvent être modifiées, mais parce qu'il a montré de façon fort éloquente que l'Ouest ne pouvait infléchir le cours d'une politique nationale vitale pour ses propres intérêts. Nous avons aujourd'hui à la tête du pays un gouvernement national qui entend veiller à ce que les Canadiens qui se sont sentis coupés du processus politique — que ce soit sur les plans régional, culturel, économique ou à titre de particuliers — se voient offrir toutes les occasions possibles d'y participer pleinement.

Depuis septembre dernier, le nouveau gouvernement a dépensé beaucoup d'énergie à cette fin. Nous avons entamé des entretiens avec des régions du Canada qui ne croyaient pas qu'elles faisaient partie du projet national. Nous avons amené des réconciliations et réglé de vieux comptes par notre politique de participation aux décisions nationales.

Des documents de travail ont été rédigés couvrant différentes sphères de notre politique gouvernementale.
